



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 224
(Privé)

Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil

Présentation

**Présenté par
M. Claude Dauphin
Député de Marquette**



Projet de loi 224

(Privé)

Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil

ATTENDU que le notaire Joseph Goguet a donné au curé George Thibault de Longueuil le lot 215 du cadastre du village de Longueuil, avec les bâtisses dessus érigées, par acte de donation passé devant Pierre Brais, notaire, le 28 avril 1876 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly à Longueuil, sous le numéro 13 595;

Que le curé George Thibault a lui-même par la suite donné cet immeuble à la corporation religieuse des Soeurs Grises de Montréal, dont la Province Ville-Marie de Montréal est l'ayant droit, par acte passé devant Pierre Brais, notaire, le 30 mai 1876 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly à Longueuil, sous le numéro 13 774, le tout en exécution des conditions de la donation du notaire Joseph Goguet et particulièrement sujet à ce que cet immeuble serve comme hospice ou maison de charité;

Que les bâtisses originales ont dû être démolies vers 1903 et remplacées par une bâtisse plus adéquate, ceci ayant nécessité l'acquisition de plusieurs lots adjacents, soit les lots 216, 217, 218 et 219 du cadastre du village de Longueuil et qu'en conséquence, le foyer est aujourd'hui exploité sur la totalité de ces lots;

Que la communauté s'est conformée aux conditions de la donation pendant plus de 100 ans;

Qu'une condition résolutoire stipulée aux termes de la donation prévoit qu'au cas de cessation de l'oeuvre pendant plus de deux ans, le lot 215 devra être vendu par le marguillier en charge de La Fabrique

de la paroisse de Longueuil et le produit distribué aux pauvres de la ville et paroisse de Longueuil;

Que cette oeuvre pourrait ne plus se poursuivre et que la Province Ville-Marie des Soeurs Grises de Montréal a besoin de faire ratifier ses titres de façon à pouvoir avoir un titre clair sur la totalité de l'immeuble du Foyer Saint-Antoine de Longueuil;

Que dans ce but et pour respecter l'intention de cette donation, la Province Ville-Marie des Soeurs Grises de Montréal a signé une convention avec La Fabrique de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, à titre de représentante légale du marguillier en charge de la fabrique, aux termes de laquelle la communauté a convenu d'une compensation pour l'acquisition des droits dans le lot 215 et aux termes de laquelle la fabrique a accepté d'exécuter la condition de la donation;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Sont annulées toute obligation, charge ou condition d'utiliser le lot 215 du cadastre du village de Longueuil ou les édifices construits dessus comme hospice, salle d'asile ou maison de charité qui pourraient découler des actes de donation enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Chambly à Longueuil sous les numéros 13 595 et 13 774.

L'enregistrement de toute telle obligation, charge ou condition stipulée dans ces actes de donation est radié sur dépôt d'une copie conforme du dispositif de la présente loi.

2. Est confirmée l'autorité de La Fabrique de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil de céder ses droits sur le lot 215 du cadastre du village de Longueuil à la Province Ville-Marie des Soeurs Grises de Montréal tel qu'énoncé dans l'acte reçu par Émile Descary, notaire, sous le numéro 18 546 de ses minutes.

3. Les droits réels dans le lot 215 du cadastre du village de Longueuil, annulés en vertu de l'article 1, sont remplacés par des droits personnels contre la Province Ville-Marie des Soeurs Grises de Montréal.

Ces droits personnels ont une valeur égale à celle qu'avait immédiatement avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) les droits réels qu'ils remplacent et se prescrivent au maximum par 10 ans à compter de cette date.

4. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).